



Service Finances et Achats Durables
N° 2016-031

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Envoyé en préfecture le 25/04/2016
Reçu en préfecture le 25/04/2016
Affiché le
ID: 1054223562031201604222016 031-AU

Le Maire



Anne GALLO

DÉCISION DU MAIRE

SIGNATURE D'UN AVENANT RELATIF À UN MARCHÉ DE TRAVAUX

Opération : Travaux d'extension de la salle de sport David Vaillant

Lot n° 5 : Menuiseries extérieures (marché 2015-0145)

Projet de Territoire « Saint-Avé 2030 »		
Enjeu : <i>Saint-Avé pour tous : cohésion sociale, mixité, proximité et solidarité</i>	Objectif : <i>Favoriser à tous âges toutes les formes de pratiques sportives et physiques</i>	Action : <i>Maintenir un bon niveau d'équipements pour répondre aux besoins des pratiquants</i>

VU l'article L.2122-22 du code général des collectivités territoriales,

VU la délibération n° 2014/4/78 du conseil municipal en date du 7 avril 2014, donnant délégation au Maire, pour la durée de son mandat, pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget,

VU la décision n° 2015-037 du 15 juin 2015 relative à la signature du marché visé en objet,

VU le projet d'avenant numéro 1 au marché n° 2015-0145,

Le Maire de la commune de Saint-Avé (Morbihan),

DÉCIDE

Article 1^{er} : DE PASSER avec la société GOUEDARD (56580 CREDIN), titulaire du marché de travaux du lot n° 5 «Menuiseries extérieures» dans le cadre des travaux d'extension de la salle de sport David Vaillant, un avenant numéro 1, dans les conditions détaillées dans le projet d'avenant susvisé, pour un montant en moins-value de 940,31 € HT.

Les modifications intervenues font ainsi passer le montant du marché de 23 783,76 € HT à 22 843,45 € HT, soit une diminution du montant du marché de 3,95 %.

Article 2 : D'INFORMER le conseil municipal, lors de sa prochaine réunion, de cette décision qui fera l'objet des mêmes règles de publicité que celles applicables aux délibérations, conformément au code général des collectivités territoriales.

Article 3 : D'ADRESSER la présente décision à M. le Préfet du Morbihan et à M. le Receveur municipal, et de signer et notifier l'avenant correspondant à la société visée à l'article 1^{er}.

Fait à Saint-Avé, le 22 avril 2016

Le Maire,

Vice-Présidente du Conseil Régional de Bretagne,

Anne GALLO

